

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 17 OCTOBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) Une institution de...
- 2) Il ne va pas le soutenir
- 3) Hollande nécessaire pour la...
- 4) Les rancuniers
- 5) Ils espèrent encore...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I )Hollande et la justice: les raisons du malaise



François Hollande © Reuters

**Le président de la République a exprimé ses « regrets » vendredi 14 octobre après ses propos sur la justice, qualifiée d'« institution de lâcheté » dans un livre de confidences. Cette sortie visait quelques hiérarques judiciaires, mais elle ulcère l'ensemble du monde de la justice.**

Garant de l'indépendance de la justice selon la Constitution, François Hollande a donc commis une faute grave, en se laissant aller à des critiques méprisantes et désinvoltes sur l'institution judiciaire. Ce ne sont certes que quelques lignes, dans le volumineux livre de confidences accordées aux journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme (« Un président ne devrait pas dire ça », Stock), mais quelques lignes qui font mal et qui coûtent cher.

Voici le contexte. François Hollande est interrogé sur la contre-attaque de la droite après l'affaire de corruption de magistrat révélée par les écoutes Bismuth-Sarkozy. Le clan sarkozyste avait alors créé une affaire dans l'affaire, visant à faire croire que Christiane Taubira savait tout de ces écoutes judiciaires et de leurs retranscriptions. Le président de la République l'explique aux auteurs du livre, il défend alors la ministre de la justice. Certes, elle a d'abord péché par manque de vigilance (en ne prenant pas la mesure d'une note sur ces écoutes que lui avait adressée son cabinet), puis par maladresse (en brandissant des documents sensibles devant les médias), mais François Hollande n'a pas envisagé de faire démissionner la garde des Sceaux.

« Déterminé à défendre sa ministre, peu appréciée des syndicats de magistrats et mise en cause quelques semaines auparavant pour avoir tenté d'évincer de son poste le procureur général de Paris François Falletti, classé à droite, Hollande en profite au passage pour éreinter une corporation avec laquelle il n'a jamais éprouvé d'affinités », écrivent les auteurs.

Hollande leur lâche subitement ceci à propos de la justice : « Cette institution, qui est une institution de lâcheté... parce que, c'est quand même ça, tous ces procureurs, tous ces hauts magistrats, on se planque, on joue les vertueux... On n'aime pas le politique. La justice n'aime pas le politique. » Le président ajoute encore ceci : « Enfin, faut pas le dire quand on est président de la République, on doit plutôt rassurer. Ce n'est pas une engeance

facile, la magistrature, il ne faut vraiment pas commettre de fautes, on peut être lynché comme garde des Sceaux : Arpaillage avait été lynché, Chalandon avait été lynché, Nallet a été lynché... »

Inévitablement, ces propos pour le moins débridés ont fait éclater une forte polémique, équivalente sur le fond et la forme à celle qu'avait déclenchée Nicolas Sarkozy en comparant les magistrats à des « petits pois » lors d'une émission de télé. Un comble.

Dès la diffusion de ces lignes, mercredi 12 octobre soir, les deux plus hauts magistrats du pays, le premier président (Bertrand Louvel) et le procureur général (Jean-Claude Marin) de la Cour de cassation, ont obtenu d'être reçus à l'Élysée, mais leur courroux était intact jeudi matin, quand ils ont prononcé des discours forcément scandalisés sur le thème d'une atteinte aux institutions et à la séparation des pouvoirs (on peut les lire ici). Le Conseil supérieur de la magistrature, les chefs de juridiction, les procureurs et les syndicats de magistrats ont également protesté.

Et vendredi 14 au matin, François Hollande s'est fendu d'une lettre aux magistrats. « Je regrette profondément ce qui a été ressenti comme une blessure par les magistrats dont je mesure, chaque jour, le courage et le dévouement dans la mission difficile qui est la leur, écrit le chef de l'État. Je tiens à vous assurer de la confiance que je porte dans la magistrature et dans celles et ceux qui la font vivre et qui méritent le plus grand respect. » Un peu de baume sur les plaies du petit monde judiciaire, mais le mal est fait.

En privé, un magistrat rompu aux dossiers de corruption les plus sensibles confie sa stupéfaction. « On nous fiche une paix royale depuis quatre ans, on nous laisse travailler, et là, il gâche tout ! » Ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette affaire. Le procureur général Jean-Claude Marin, dont la carrière est très politique, se pose en parangon de l'indépendance de la justice. Devenu inaudible, François Hollande s'est mis dans une situation périlleuse alors que, sur ce terrain-là au moins, il pouvait espérer se différencier significativement de ses prédécesseurs.

Les mandats de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy ont, en effet, autant été marqués par les scandales politico-financiers que par les tentatives d'étouffer ces affaires par tous les moyens en entravant la justice. On se souvient notamment

des ordres illégaux et sans précédent donnés aux policiers de ne pas accompagner le juge Halphen lors d'une perquisition chez les Tiberi (en 1996), ou du traquenard monté par la PJ pour arrêter le beau-père de ce même juge (le docteur Maréchal), afin d'obtenir son dessaisissement (en 1994, quand Edouard Balladur était Premier ministre et François Mitterrand Président).

On se souvient également de l'instrumentalisation des faits divers et de leur récupération politicienne par Nicolas Sarkozy, comme ministre de l'intérieur puis comme chef de l'État, faisant des juges et des conseillers d'insertion et de probation des boucs émissaires désignés à l'opinion pour faire oublier la misère de notre justice et la responsabilité des pouvoirs publics. On se souvient aussi des pressions exercées sur la chaîne judiciaire pour faire juger Dominique de Villepin, ou pour épargner Jacques Chirac, sans oublier les tentatives d'étouffer l'affaire Bettencourt qui menaçait Nicolas Sarkozy et l'UMP.

Ulcérés par les attaques violentes et répétées de Sarkozy, qui avait même essayé de supprimer le juge d'instruction, les magistrats avaient été sensibles à la volonté d'apaisement manifestée par son successeur. Certes, sous Hollande, la Cour de justice de la République n'est pas supprimée, et le Parquet n'est pas encore indépendant, faute de réforme constitutionnelle. Mais la Chancellerie ne donne plus d'instructions individuelles aux procureurs, les juges instruisent, et quelques éminences socialistes ou hollandaises ont été jugées sous le quinquennat actuel (Jérôme Cahuzac en septembre, Faouzi Lamdaoui l'an dernier ; la procédure visant ce dernier a été annulée et le parquet a fait appel) ou sont actuellement poursuivies (Kader Arif).

À défaut d'aimer les magistrats, l'actuel chef de l'État les a au moins laissés faire leur travail, créant au passage un parquet national financier après l'affaire Cahuzac. Lui en saura-t-on gré ?

### **La justice, maison du malheur**

Moins spectaculaire, mais plus importante encore que les « affaires », la question des moyens accordés à notre justice pouvait également être retenue jusqu'ici au crédit de François Hollande. Après les fermetures de tribunaux et les suppressions de postes (de magistrats, mais aussi de policiers et de gendarmes) sous le quinquennat Sarkozy, le budget de la place Vendôme a été augmenté significativement chaque année depuis

2012.

Certes, les conditions d'accueil du public dans les tribunaux sont souvent indignes, les procédures encore trop longues et trop complexes, et les prisons constituent toujours une honte pour la République. Les magistrats sont toujours trop peu nombreux, greffiers et personnels administratifs aussi. L'empilement des priorités, ainsi que la lutte contre le terrorisme, leur donnent encore un surcroît de travail. La France consacre toujours peu de moyens à sa justice ? Au moins la tendance est-elle inversée.

Mais en matière de justice, le ratio entre dépense publique et gain électoral reste faible. L'opinion retient les scandales (attentat, crime, évasion), moins les améliorations apportées à la machinerie. Et comme ses prédécesseurs, l'actuel chef de l'État ne semble pas compter sur une éventuelle reconnaissance du monde judiciaire ou des justiciables.



Nicolas Sarkozy © Reuters

À l'image de la plupart des politiques français de sa génération, François Hollande semble se méfier des arrière-pensées des juges, l'affrontement entre pouvoir politique et autorité judiciaire s'illustrant toujours sur le champ de bataille des « affaires ». Son vieux parti, le PS mal en point, reste à cet égard traumatisé par les règlements de comptes et les dégâts de l'affaire Urba, qui remonte pourtant à plus de deux décennies. Hollande se méfie des juges. Quant aux affaires qui pullulent actuellement à droite et à l'extrême droite, elles ne l'enchantent guère plus, lit-on.

Le hic, c'est que les confidences très relâchées faites par le président de la République à nos deux confrères du Monde blessent gratuitement le juge d'instance de Mont-de-Marsan, le substitut de Bobigny, la juge aux affaires familiales de Douai

ou la greffière de Toulon, qui exercent leur métier chaque jour dans des conditions pour le moins difficiles. En pensant certainement très fort aux vieux hiérarques de la droite judiciaire comme François Falletti, Jean-Claude Marin, voire Gilbert Azibert et Philippe Courroye, des magistrats sensibles aux honneurs et aux rapports de force, pour ne pas dire plus, François Hollande a en fait éclaboussé toute l'institution, et affiché son mépris pour des agents de l'État.

Bien sûr, les juges ne sont pas populaires auprès des citoyens. La soif de justice est par définition impossible à étancher, et la plupart de ceux qui ont eu affaire aux tribunaux une fois dans leur vie en éprouvent encore du ressentiment. Longueur et complexité des procédures, jargon juridique, manque d'empathie, décisions imprévisibles, défaut d'impartialité, tout y passe. Les magistrats le savent bien. « On ne fait pas ce métier pour être populaire », s'amusait à dire le procureur Éric de Montgolfier. « La justice, c'est la maison du malheur. Comme l'hôpital, il ne faut jamais y aller », plaisante un de ses collègues après 30 ans de carrière.

Qu'il soit question de baux ruraux, de violences, de problèmes de voisinage, d'escroquerie ou de délits routiers, la justice du quotidien peine à satisfaire les petites gens. Par contraste, la mansuétude dont bénéficient encore parfois les puissants n'en est que plus insupportable.

Pourtant, ce ne sont pas les magistrats qui ont inventé le régime des immunités présidentielle et parlementaire, pas plus que le secret défense ou le verrou de Bercy. Ce ne sont pas les magistrats qui ont réécrit plusieurs fois le code de procédure pénale, compliquant et ralentissant à loisir le cours des affaires sensibles.

Dans ces dossiers-là, il suffit aujourd'hui aux avocats de saisir à répétition le juge des libertés et de la détention et la chambre de l'instruction de demandes en tout genre pour faire perdre un an ou deux aux juges d'instruction, comme c'est le cas dans les affaires Bygmalion et Paul Bismuth, notamment.

De surcroît, si une affaire politico-financière vient enfin à être jugée et qu'il y a condamnation, il est encore possible d'espérer tomber sur une cour d'appel plus compréhensive, puis de former un pourvoi en cassation. Il a certes fallu quinze ans pour juger Jacques Chirac. Mais ce n'est pas seulement la faute des « petits pois ».

## II) Montebourg : "Je ne vais pas soutenir Hollande, je le combats!"

**Candidat à la primaire de la gauche, l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg bat la campagne pour "tourner la page des années Hollande".**



Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti, vendredi, dans une fonderie d'Amnéville (Moselle). (Vincent Jarousseau/Hans Lucas pour le JDD)

"Macron, il est où? On ne sait pas! Il va quand même falloir qu'il nous explique son programme..." Mélenchon? "Il ne peut pas rassembler davantage autour de sa radicalité." Arnaud Montebourg n'a aucun doute : l'alternative, à gauche, c'est lui, un point c'est tout. "Je suis le seul à pouvoir battre François Hollande", confie le candidat à la primaire socialiste au terme d'une "tourné industrielle" de trois jours en Lorraine. Lui qui a tellement attaqué le Président ne veut plus, désormais, être cantonné à un rôle d'opposant. "Je suis un candidat proposant. Il y a un désir profond de tourner la page des années Hollande." La "faiblesse" de Hollande face à "la puissance économique"

Il est 8 h 35, vendredi matin, lorsque notre homme arrive à la fonderie Les Bronzes d'industrie à Amnéville. Autour d'un café, le chantre du made in France écoute, prend des notes, enlève et remet ses lunettes, avant de revêtir veste et casquette coquée pour la visite de terrain. La veille, il s'est rendu à Florange, "le cœur serré", deux ans après sa sortie du gouvernement et la fermeture des hauts-fourneaux. "François Hollande ne s'en est jamais expliqué", regrette Arnaud Montebourg, qui y voit de la "faiblesse" face à "la puissance économique". À ses côtés, sa compagne, Aurélie

Filippetti, ironise sur tous ces livres nourris des confidences dévastatrices de Hollande. "Ça mériterait peut-être d'ajouter un tome sur Florange", s'amuse l'ancienne ministre redevenue députée de Moselle. Elle est ici chez elle. "Confiante", comme elle dit, dans l'avenir du champion de la démondialisation. "Ce que fait Arnaud, c'est du concret, ce n'est pas Macron et son grand bla-bla avec les banquiers d'affaires, ni Mélenchon, qui est dans la contestation et l'indignation."



Arnaud Montebourg dans la fonderie Les Bronzes d'industrie, en Moselle, vendredi. (Vincent Jousseau/Hans Lucas pour le JDD)

Montebourg conteste avoir un début de campagne difficile. A-t-il encore la flamme? "Ça marche du feu de dieu. C'est sûr que si on reste à Paris, on ne voit rien!", rétorque le candidat, les yeux cernés de fatigue. Il n'arrête pas. Arpenter la France pour marteler son discours de candidature de Frangy, le 21 août, voilà la stratégie. "Je veux une alliance des forces productives – ouvriers, cadres, patrons – autour de notre appareil industriel", priorité étant donnée aux PME "qui créent les emplois de demain", déroule-t-il. Ses propositions, il dit les "tester" auprès des entrepreneurs : investir 10 % de l'assurance-vie dans les PME, leur réserver 80 % de la commande publique, "reformer" le CICE... Loin, très loin des débats sur l'identité. Une "tournée agricole" est prévue dans les prochaines semaines.



Arnaud Montebourg dans la fonderie Les Bronzes d'industrie, en Moselle, vendredi. (Vincent Jousseau/Hans Lucas pour le JDD)

"Je suis pour qu'on rassemble ; ni François Hollande ni Manuel Valls ne peuvent le faire", estime l'ancien ministre du Redressement productif. Premier acte : la primaire de janvier. D'ici là, des débats télévisés auront lieu. "J'ai hâte!", assure Philippetti. S'il venait à perdre la primaire, il a déjà déclaré qu'il ne ferait pas la campagne de François Hollande. Il se contenterait d'"accepter le résultat", admet-il parce qu'on insiste, dans le train de retour pour Paris. Mais il ne faut pas trop le titiller sur le sujet, ça l'énerve : "Je ne vais pas le soutenir, je le combats!" Le troisième homme de la primaire de 2011 s'est lancé un défi : "Faire mentir le scénario programmé de l'élimination."

Anne-Charlotte Dusseaux, envoyée spéciale à Amnéville (Moselle)  
- Le Journal du Dimanche



### III) Jean-Luc Mélenchon : la candidature de Hollande "nécessaire pour la démocratie"



"Personne ne le laissera se défilier face au bilan de ses tromperies et des misères qu'il a répandues", juge le député européen.@  
BERTRAND LANGLOIS / AFP

**Dans une interview au JDD, Jean-Luc Mélenchon critique ouvertement le Parti socialiste et François Hollande, mais estime que celui-ci doit se présenter en 2017.**

Ira, ira pas ? Ébranlé par un nouveau livre de confidences, François Hollande dira "après la

primaire de la droite", en décembre, s'il est candidat à sa propre succession en 2017. Dans une interview au JDD, Jean-Luc Mélenchon, lui, ne se prive pas pour fustiger la politique du président de la République. Mais estime qu'il doit se présenter à la prochaine présidentielle.

"Personne ne le laissera se défilier". Le candidat de la "France insoumise", qui tient la convention de son mouvement près de Lille ce week end, explique ainsi que la candidature de François Hollande est "nécessaire pour la démocratie". "Je ne serais pas d'accord avec un tour de bonneteau où viendrait un autre PS pour nous dire : 'Moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale'. "Je suis prêt à la comparaison avec lui quand il veut. Personne ne le laissera se défilier face au bilan de ses tromperies et des misères qu'il a répandues", continue le député européen.

**Hollande "a ouvert la brèche aux adversaires"**. Et alors que le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement Jean-Marie Le Guen a jugé que Jean-Luc Mélenchon, en faisant "de la gauche réformatrice son adversaire principal", "creuse un sillon" favorable à Marine Le Pen, le cofondateur du Parti de gauche estime au contraire que c'est François Hollande qui "a ouvert la brèche aux adversaires". "S'il n'avait pas été aussi loin, jamais la droite n'oserait proposer des choses aussi violentes à présent."

**Le PS, "un parti dangereux pour la liberté"**. Une chose est sûre, Jean-Luc Mélenchon fera tout ce qu'il peut pour être candidat en 2017. "J'en suis à 270 signatures (sur les 500 requises, ndlr)", confie-t-il. "Le PS veut bloquer ma candidature. C'est devenu un parti dangereux pour la liberté. Mais rien ne nous arrêtera. Nous creuserons les montagnes avec nos ongles et nous viderons la mer avec nos mains s'il le faut." L'objectif est assumé : "Je veux gagner. En 2012, j'ai fait 4 millions de voix : il faut doubler."

Europe 1

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) La Manif pour tous tente de ressusciter sur du vent 2016

Xavier Frison

**Le mouvement, né il y a quatre ans en réaction aux débats ayant mené à l'adoption de la loi sur le mariage pour tous en mai 2013, organise ce dimanche après-midi un nouveau rassemblement, à Paris. À quelques mois de la présidentielle, l'association veut se rappeler aux bons souvenirs des élus de droite et de participants à la primaire pas toujours prêts à assumer la radicalité des ouailles de Ludovine de la Rochère.**



Ce dimanche à Paris, La Manif pour tous veut "stopper la déstabilisation de la famille" - SÉBASTIEN SALOM-GOMIS/

Deux ans. Cela faisait deux ans que serre-têtes, jupes plissées et pulls à col rond jetés sur chemisettes avaient déserté le pavé parisien. Mais l'odeur de la présidentielle de 2017 a le même effet sur les opposants au mariage homosexuel que le doux fumet du gigot du dimanche : elle ravive les passions.

Alors, La Manif pour tous sort l'artillerie lourde. Bien sûr, comme la Terre n'a pas brûlée dans les flammes de l'enfer après la célébration de quelques milliers de mariages homosexuels par an depuis 2013, l'association préfère insister sur d'autres chevaux de bataille : ce sera donc la procréation médicalement assistée (PMA), la gestation pour autrui (GPA) et la "diffusion du genre à l'école". Autant de vilénies prompts à "porter atteinte à l'intérêt supérieur de l'enfant" et à "déstabiliser la famille", selon la présidente de La Manif pour tous, Ludovine de la Rochère. Et tant pis si la PMA pour les couples de femmes n'existe nulle part dans la loi, si la GPA est interdite en France et si la théorie du genre n'existe pas. Ce qui intéresse La Manif pour tous, c'est de ramener les brebis égarées dans le droit

chemin, et les élus de la République avec : "Tous les parlementaires, tous les dirigeants des principaux partis politiques ont été invités, ainsi que de nombreux élus locaux".

C'est là l'un des premiers objectifs du raout de ce dimanche : faire pression sur les candidats de droite à la présidentielle, en pleine primaire, et compter les élus locaux favorables au mouvement présents dans le cortège. Parmi eux, des députés dont le siège sera également remis en jeu au cours des élections législatives de 2017... Leurs administrés "amoureux de la famille" pourront d'ailleurs "s'assurer de la présence de leurs élus" sur le site web de La Manif pour tous qui promet un outil pour vérifier qui en était et qui a préféré rester à la maison. On ne saurait être plus clair.

Sur le plan national, l'équation est complexe pour des politiques attentifs à ménager leur électorat le plus traditionnel tout en prenant garde de ne pas s'y enfermer. Ainsi, à part le candidat catholique Jean-Frédéric Poisson, aucun des participants à la primaire de la droite ne se rendra dans le cortège. Certains ne font pas mystère de leur soutien au mouvement, comme Laurent Wauquiez, fidèle compagnon de route et de pavé en 2013... mais tout de même absent ce dimanche, au nom de sa neutralité de président de parti. Bien commode. Du côté des participants Les Républicains à la primaire, c'est François Fillon qui assume le plus sa proximité avec La Manif pour tous. Logique, après la bénédiction reçue par la "filiale" de l'association, le collectif Sens commun.



François Fillon @FrancoisFillon  
#16oct Je tiens à témoigner de ma sympathie et de mon soutien à ceux qui seront mobilisés demain pour la famille. <https://www.fillon2017.fr/2016/10/15/manifestation-famille-du-16-octobre/> ...

## Communiqué de presse de François Fillon

Je tiens, à la veille de la manifestation organisée ce dimanche 16 octobre, à témoigner de ma sympathie et de mon soutien à tous ceux qui seront mobilisés pour la famille, parmi lesquels mes amis Bruno Retailleau et Valérie Boyer.

Je renouvelle mes engagements d'agir :

- par une politique familiale ambitieuse (relèvement du quotient familial, rétablissement des allocations familiales pour toutes les familles) ;
- par une réécriture du droit de la filiation dans l'intérêt de l'enfant, ce

qui impose notamment que l'état civil ne puisse établir une filiation exclusive qu'à l'égard de deux parents de sexe différent ;

- pour réserver la PMA aux couples formés d'un homme et d'une femme dont le projet parental ne peut aboutir pour des raisons médicales ;

- pour lutter avec détermination au plan européen, d'abord, et international, ensuite, contre l'aberration humaine qu'est la GPA.

De l'autre côté de l'échiquier politique, la mobilisation de ce 16 octobre rappelle de bien mauvais souvenirs à l'exécutif. L'adoption de la loi Taubira ayant ouvert le mariage et l'adoption aux couples de même sexe en mai 2013 restera comme l'une des rares promesses de campagnes clairement estampillées de gauche et tenues sans barguigner par François Hollande. Manque de "bol", les polémiques et interminables débats autour du texte auront réussi ce qu'aucun pouvoir de gauche n'a accompli depuis plus de trente ans : faire descendre massivement la droite catholique conservatrice dans la rue. Et participer à l'éducation de toute une génération ultraconservatrice à la contestation populaire, un levier de pression traditionnellement accaparé par le peuple de gauche. Mais, à tenter de rassembler sur du sable et à se battre contre des mirages, La Manif pour tous risque fort de tourner en rond.



LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Présidentielle: la gauche, éclatée et promise à l'élimination, espère encore

Par Stéphanie LEROUGE



Le ministre Stéphane Le Foll et le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis lors du premier meeting de la "Belle Alliance populaire" le 2 juillet 2016 à Paris © ALAIN IOCARD

**Divisée en deux voire trois blocs, la gauche semble condamnée à l'élimination à six mois de la présidentielle, même si ses responsables veulent encore...**

Divisée en deux voire trois blocs, la gauche semble condamnée à l'élimination à six mois de la présidentielle, même si ses responsables veulent encore croire au rassemblement, autour du candidat de la gauche de gouvernement ou de celui de la gauche alternative.

Censée être un instrument de rassemblement, la primaire initiée par le PS, réduite au périmètre de la "Belle Alliance populaire", n'a pas pour l'instant atteint cet objectif, en laissant subsister à sa gauche la candidature de Jean-Luc Mélenchon, et à sa droite celle d'Emmanuel Macron, en campagne sans s'être pour l'instant déclaré.

Dans les enquêtes d'opinion, le président de la République, un peu plus affaibli par ses confidences à des journalistes du Monde, est distancé par son ex-ministre de l'Economie, et au coude à coude avec M. Mélenchon.

Mais les responsables du PS veulent croire que le "film de la présidentielle n'est pas fait" et qu'une nouvelle dynamique peut se créer à l'issue de la primaire des 22 et 29 janvier.

"Pour l'instant, il y a un effet d'optique, dans la mesure où le candidat de la gauche de gouvernement n'est pas encore connu. Le jour où nous aurons désigné notre candidat, tout le monde le soutiendra, toutes les nuances de rose seront là et ça changera le paysage", espère le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis.

Même calcul de la part du candidat à la primaire Arnaud Montebourg, qui pense que la donne changera s'il bat François Hollande -les sondages lui accordent pour l'instant un léger avantage sur le président sortant. "Jean-Luc Mélenchon, il sert à contester Hollande. Si François Hollande n'est plus là, les cartes sont rebattues", analyse son entourage.

Mais la victoire de M. Montebourg ou celle, plus hypothétique, de Benoît Hamon risquerait aussi de donner de l'oxygène à Emmanuel Macron, en levant tout frein à sa candidature et en lui ralliant les suffrages d'une bonne partie du PS. "Si Montebourg est désigné, Macron a un boulevard, mais un boulevard à 12% !", ironise une ministre, pour qui, tout bien pesé, "c'est encore avec François Hollande que c'est le moins compliqué".

- 'Deux vies parallèles' -

A gauche du spectre, la dispersion n'est pas moins grande: outre les habituelles candidatures trotskistes LO et NPA, Jean-Luc Mélenchon devra composer avec une très probable candidature écologiste, et avec le refus des communistes de lui apporter, pour l'instant en tout cas, soutien et signatures.

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent, reprochant au co-fondateur du Parti de gauche une démarche solitaire, plaide depuis des mois pour une candidature unique de la gauche alternative. Pourrait-elle être celle de M. Montebourg ? Le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, s'est en tout cas plu récemment à souligner les "convergences" possibles à gauche, notamment avec l'ancien ministre.

Un soutien qui ne déplairait évidemment pas à M. Montebourg, qui tout en participant à la primaire PS, tente d'échapper au discrédit dont souffre le parti en creusant autant que possible le fossé avec la majorité actuelle. "Moi aussi je conteste le PS, depuis 20 ans (...) Vous remarquerez que je préfère faire du hors piste dans la primaire que skier gentiment sur les pistes damées par le moniteur Jean-Christophe Cambadélis", confie-t-il à l'AFP.

Mardi, sur France Info, celui qui avait plaidé en 2014 pour la nomination de Manuel Valls à Matignon a répété qu'il ne serait pas le "chauffeur de salle" de François Hollande si celui-ci remportait la primaire.

Mais au-delà de ces déclarations publiques, de rigueur en période électorale, beaucoup ne croient déjà plus au PS à la victoire. "On va avoir ces prochains mois deux vies parallèles: celle concernant les élections, et celle sur comment la gauche se réinvente" après la défaite, souligne un responsable de l'aile gauche du PS.

Pendant que le chef de file des frondeurs Christian Paul rêve à la construction d'un "nouveau parti", sur les ruines du PS, du PCF et d'EELV, les proches de Martine Aubry et Anne Hidalgo commencent déjà à réfléchir aux contours de leur prochaine motion. Quant au Premier ministre, il se prépare pour 2022, à moins bien sûr que François Hollande ne renonce.

[publicsenat.fr](http://publicsenat.fr)

**A Suivre...  
La Presse en Revue**